

République du Cameroun

Paix-Travail-Patrie

Université de Yaoundé II (Soa)

Faculté des Sciences Juridiques et Politique

Département de Science Politique

Republic of Cameroon

Peace-Work-Fatherland

University of Yaoundé II (Soa)

Faculty of Laws and Political Science

Département de Political Science



THEME : POLITIQUES PUBLIQUES ET DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE AU CAMEROUN : Réflexion sur l'impact des projets de société dans la construction et la transformation des villes camerounaises et dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

AVANT PROJET DE THESE DE DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR :

BINAM Alphonse Donatien

(MASTER 2 en Science Politique)

SOUS LA DIRECTION DE :

MACHIKOU Nadine, Agrégé en Science Politique. Professeurs des Universités

SOUS LA CO-DIRECTION DE :

M. KAPTCHOUANG TCHEJIP Celestin, Ph.D. Chargé de Cours à l'Université de Yaoundé 2 (Soa)

ANNEE ACADEMIQUE :

2016/2017

AVANT PROJET DE THESE DE DOCTORAT EN
SCIENCE POLITIQUE

THEME :

POLITIQUES PUBLIQUES ET DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE AU CAMEROUN : réflexion sur l'impact des projets de société dans la construction et la transformation des villes camerounaises et dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

OBJECTIF DE LA RECHERCHE

Le but principal dans une recherche scientifique est de pouvoir déceler, de répertorier, d'inventorier et de mettre à la disposition du plus grand nombre, des éléments d'appréciation, mais aussi d'explication et de compréhension des phénomènes sociaux. Mais la complexification de cette espace hétérogène rend difficile sa saisine.

La société contemporaine évolutionniste fait face aujourd'hui à des multiples défis tant sur le plan de la structuration de son action par les acteurs sur le territoire que dans la contenance et la gestion du flux de populations qui ne cesse de s'accroître. Les théories Maltusianistes mises en œuvre à cet effet par des acteurs politiques ou de décisions ont toutes connu un échec.

Cette croissance constante de la population entraîne inéluctablement des facteurs positifs et négatifs qui influencent considérablement le train de vie des populations dans des sociétés politiques organisées. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer entre autre, la paupérisation, la sur urbanisation, les exodes de toutes sortes, la corruption, le favoritisme, le népotisme, la faim, la dégradation des sols et sous-sols à cause des exploitations abusives et incontrôlées des ressources naturelles et également le changement climatique qui est à l'origine de la sécheresse et de l'avancée du désert.

Pour ainsi palier à cette situation dégradante de l'environnement, les gouvernements du monde et les institutions internationales ont mis sur pied un ensemble de démarches qui consistent à encourager toute initiative de mise en œuvre par les gouvernements des Etats d'un ensemble des politiques publiques, des programmes d'actions et des projets de sociétés qui participent au développement social, économique, politique, culturel et structurel du territoire et à l'amélioration des conditions de vie des populations tout. Ceci en préservant l'environnement à travers une gestion rationnelle des ressources naturelles et extractives, la réduction des émissions des gaz provenant des grandes industries etc.

Ainsi, la ville s'offre donc ici comme l'espace par excellence de matérialisation de ces politiques car, c'est dans celle-ci qu'est le plus souvent observer toutes les dérives des systèmes actuelles de gestion et de contenance des populations de plus en plus croissante.

Au Cameroun, puisqu'il s'agit ici de cet espace territorial choisi à cet effet comme cadre d'analyse et d'observation des politiques mises en œuvre par l'ensemble des acteurs publics et privés, nationaux et internationaux en vue de booster le développement urbain durable, qui tiennent compte des besoins des citoyens, ce pays a mis à la disposition du public un armada de documents basés sur une vision prospective de construction nationale du territoire, mais également les stratégies mises en œuvre pour stabiliser la croissance de la population urbaine, l'amélioration des conditions économiques, la valorisation des compétences et la réduction du taux de chômage à travers la création des emplois. A cet effet, cette planification s'étale sur un ensemble de programmes conçus pour mieux gérer ces citoyens et conduire ainsi le territoire vers son émergence.

Sur le plan pratique et technique, l'analyse des actions publiques menées sur l'ensemble des villes du Cameroun dépasse cette lecture de Michel Foucault de « *l'Etat en action* » pour se prolonger vers une « *sociologie politique de l'action publique* », qui intègre désormais la dimension participative dans tout le processus de l'action publique sur le territoire.

Cette nouvelle dimension comprend en effet, une diversité de terrain, une multitude des acteurs qui entrent en interaction, mais aussi et également une diversité de rationalité. La décision dans ce cas devient une opération très complexe, car elle écarte toutes prétentions d'une décision mono rationnelle qui était l'apanage du décideur étatique ou gouvernemental, pour introduire les autres acteurs dans la prise de décision. Bien évidemment que la dimension globalisante du monde doit être prise en compte dans la prise de décision, dans la mesure où l'émergence des nouveaux acteurs, plus puissants parfois que certains Etats influencent de façon inéluctable sur les politiques publiques nationales. L'Etat cesse donc d'être le seul acteur rationnel d'où le concept de la « rationalité multiple ».

Il sera véritablement question tout au long de cette recherche, d'apporter une explication qui se veut rationnelle avec des données scientifiquement vérifiables dans la compréhension d'un certain nombre de problématiques liés à la dialectique « **adéquation-inadéquation** » des politiques publiques dans un espace urbain donné, en rapport avec le changement du mode de vie des populations dans tous les domaines. En suite comprendre comment les pouvoirs publics intègrent dans leur vision politique de construction sociale, la dimension participative dans tout le processus afin d'arrimer le binôme « **réalisations publiques- besoins réels des populations** ». Egalement, l'intégration des questions identitaires dans la mise en œuvre de ces politiques, les effets attendus et inattendus de l'action publique dans les villes, la prise en

compte des questions environnementales et enfin, répertorier sur l'étendue du territoire national, les actions publiques réalisées et en réalisation dans tous les secteurs, dans le but de mener une étude statistique sur l'apport de la politique publique dans l'indice de croissance de l'Etat, dans la création des emplois et la réduction du taux de chômage et dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour élucider donc ce phénomène social, nous allons recourir à une multitude d'outils méthodologiques, théoriques et conceptuels, afin de saisir au mieux les contours de la question de recherche sur les politiques publiques et le développement urbain durable au Cameroun, accompagné d'un cadre opérationnel à même de décrypter, d'expliquer, de quantifier et de qualifier la perception factuelle des projets réalisés et en réalisation sur le terrain dans la transformation de la ville et dans l'amélioration du mode de vie de la population.

Ainsi l'approche néo-institutionnaliste dans tous ses aspects, dans l'analyse et la compréhension de la conception d'une politique publique dans un espace donnée permet de saisir de la façon la plus objective possible comment sont conçues et matérialisées les projets de sociétés, des programmes d'actions et de réalisation des objectifs que se sont fixés les acteurs. Cette lecture n'en est pas moins importante que les autres dans la mesure où elle tant bien que mal d'esquisser une traçabilité de l'action publique sur le territoire, tout en donnant la primauté de la maîtrise des politiques publiques aux institutions étatiques véritables garantes de l'intérêt général.

Mais cette approche bien qu'importante, ne suffit pas à elle seule pour comprendre véritablement le schème analytique de la perception territoriale des politiques publiques, initiés tant par les pouvoirs publics que l'ensemble des autres acteurs. Besoin se fera donc sentir tout au long de ce procédé, de convoquer d'autres approches plus en même de saisir, d'expliquer et de rendre compte avec plus de perspicacité axiologique, l'impact des programmes de développement social et sociétal, sur la perception comportementale de ceux ou celles à qui sont destinés ces projets ; c'est-à-dire sur le changement incrémental de du niveau de vie des populations. Pour cela, l'approche des politiques publiques en elle-même s'avère indéniable ici surtout dans sa dimension séquentielle d'analyse, étant donné que la séquence permet plus ou moins rationnellement d'appréhender le cycle de vie d'une politique publique, qui va de la conception jusqu'à l'évaluation des résultats escomptés.

Puisqu'il s'agit d'elle, l'évaluation, séquence indispensable et déterminante dans la compréhension de cette question de recherche, permettra de mesurer le degré d'impact des politiques publiques et plus précisément de l'action publique réalisée sur l'ensemble des zones urbaines du territoire national camerounais, sur la qualité et même la quantité de transformation du tissu urbain, mais également sur la réalisation des solutions pratiques et immédiates aux besoins de la majorité des populations qui, s'il faut le mentionner ici, vivent sous un seuil de pauvreté et de paupérisation en dessous de la normale.

En guise de rappel, les populations d'Afrique subsaharienne et dont au Cameroun, selon les institutions de Breton Wood, vivent avec moins de 1 dollar la journée, avec une démographie qui augmente de façon exponentielle et dont la majorité réside dans les zones urbaines. Cette situation vue dans ce sens, entraîne indéfectiblement la dégradation du tissu urbain et l'augmentation des bidonvilles, la pauvreté ambiante, la naissance du grand banditisme, due à l'incapacité des pouvoirs publics à pouvoir gérer le flux des jeunes sans emplois, l'augmentation du taux de chômage, l'absence des politiques de projection de construction des logements sociaux dans les villes etc.

Le cadre opérationnel quant à lui, au-delà de l'appréhension théorique et conceptuelle de ce phénomène, va tenter de par ses canaux procéduraux tels que les cases studies, des questionnaires, l'échantillonnage, les analyses quantitatives et qualitatives, les analyses documentaires et les entretiens et interviews, d'amener des éléments factuelles de compréhension de la réalité de l'impact de ces politiques sur le vécu quotidien des citoyens et sur la conduite visionnaire du Cameroun vers son émergence.

Pour résumer globalement la vision perspectiviste de cet avant-projet de recherche, il est question dans un premier pan d'idée, d'élucider toutes les appréhensions théoriques et analytiques sur la compréhension des questions de politiques publiques, en rapport direct et étroit avec le développement durable des villes dans toute l'étendue du territoire national.

En effet, il s'agit dans cette partie, de questionner la problématique de la sociogenèse d'une politique publique, sa transformation en action publique, son cycle de vie, les différentes interactions entre acteurs, qui se nouent tout au long du processus de l'action publique, la conséquence de cette action publique sur le développement sociopolitique, économique, structurel et infrastructurel ainsi que culturel du pays.

Le second pan d'idée essaie de dépasser ces appréhensions théoriques des questions de politiques publiques en rapport avec le développement urbain du Cameroun, pour questionner de façon pratique, l'impact réelle de l'ensemble des projets de sociétés construits et ceux en construction sur toute l'étendue du territoire, sur l'amélioration des conditions de vie et du mieux-être des populations sur les plans politiques, économiques, structurels, infrastructuraux et socioculturels.

En fait dans cette partie, plusieurs interrogations nécessiteraient de se poser, notamment en ce qui concerne le rapport entre ces grands projets structurants tels que décrits par le document de stratégie (DSCE), leur matérialisation dans l'espace territorial urbain et leurs effets sur la perception du changement de système de vie des populations environnantes. Il s'agit enfin de comprendre si réellement ces projets réalisés ou en réalisation au Cameroun, viennent changer la physionomie urbaine et améliorer la qualité de vie des citoyens car, ne dit-on pas que « là où sont construits des projets de sociétés, suit inéluctablement le développement » ?

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Annales de la recherche urbaine (2004), « Renouvellements urbains », n° 97, décembre.

AUTHIER, J.-Y. (1997), Réhabilitation et embourgeoisement des quartiers anciens centraux. Etude des formes et des processus de micro-ségrégation dans le quartier Saint-Georges à Lyon, Paris, Plan Construction et Architecture, coll. Recherches.

AUTHIER, J.-Y. (1995), « Formes et processus de ségrégation dans les quartiers anciens centraux réhabilités. L'exemple du quartier Saint-Georges à Lyon », *Sociétés contemporaines*, juin-septembre, pp. 107-126.

BALLAIN, R., BENGUIGUI, F. (dir.) (1995), *Loger les personnes défavorisées. Une politique publique sous le regard des chercheurs*, Paris, La Documentation française, Ministère du logement/PUCA.

COING, H. (1966), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions ouvrières.

FAURE, S. (2006), « De quelques effets sociaux des démolitions d'immeubles. Un grand ensemble HLM à Saint-Etienne », *Espaces et sociétés*, 2-3, pp. 191-206.

FAURE, A., DOUILLET, A.-C. (dir.) (2005), *L'action publique et la question territoriale*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

FAURE, A., NEGRIER, E. (dir.) (2007), *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale. Critiques de la territorialisation*, Paris, L'Harmattan.

FONTAINE, J., HASSENTEUFEL, P. (dir.) (2002), *To change or not to change. Les changements de l'action publique à l'épreuve du terrain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

HAMNETT, C. (1995), « Les changements socio-économiques à Londres », *Sociétés contemporaines*, n° 22/23, pp. 15-32.

JESSOP, B. (1997), « The entrepreneurial city : re-imagining localities, re-designing economic governance, or restructuring capital? », in N. Jewson and S. MacGregor (dir.), *Transforming cities: contested Governance and new spatial divisions*, Londres, Routledge, pp. 28-41.

LASCOUMES, P., LE GALES, P. (2007), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.

LE GALES, P. (2003), *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po.

MASSARDIER G. (2003), *Politiques et action publiques*, Paris, Armand Colin.

MAURY, Y. (2001), *Les HLM. L'Etat-Providence vu d'en bas*, Paris, L'Harmattan.

MOLLENKOPF, J. H., CASTELLS, M. (dir.) (1991), *Dual City. Restructuring New York*, New York, Russell Sage Foundation.

MULLER, P., SUREL, Y. (1998), *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien.

MUSTERD, S., OSTENDORF, W. (dir.) (1998), *Urban segregation and the welfare state : inequality and exclusion in western cities*, Londres, New York, Routledge.

MUSTERD, S., WINTER (de), M. (1998), « Conditions for spatial segregation : some European perspectives », *International journal of urban and regional research*, Vol 22, n° 4, pp. 665-73.

PRETECEILLE, E. (2006), « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, n° 62, pp. 69-93.

PRETECEILLE, E. (1997), « Ségrégation, classes et politique dans la grande ville », in A. Bagnasco et P. Le Galès (dir.), *Villes en Europe*, Paris, La Découverte.

PRETECEILLE, E. (1995), « Division sociale de l'espace et globalisation. Le cas de la métropole parisienne », *Sociétés contemporaines*, n° 22/23, pp. 33-67.

SALA PALA, V. (2005), *Politiques du logement social et construction des frontières ethniques*, thèse de science politique, Rennes, Université Rennes 1.

SASSEN, S. (1991), *The global City*, Princeton, Princeton University Press.

TANTER, A., TOUBON, J.-C. (1999), « Mixité sociale et politique de peuplement : genèse de l'ethnisation des opérations de réhabilitation », *Sociétés contemporaines*, n° 33-34, 1999, pp. 59-86.

ZITTOUN, P. (2001), *La Politique du logement, 1981-1995*, Paris, L'Harmattan.

Boudon (Raymond), 1990, Dictionnaire critique de la sociologie, Paris.714p ;
Dictionnaire Le Petit Robert, édition 2008 ;
Dictionnaire numérique Wikipédia, édition 2015 ;

Hermet (Guy), Badie (Bertrand), Birnbaum (Pierre), & Braud (Philippe), 6e édition, 2005, Dictionnaire de science politique et des institutions politiques, Armand Colin, Paris, Dalloz, 401p ;

Nay (O.), (dir.), Lexique de science politique. Vie et institutions politiques, Paris, Dalloz, 2008.

BALTISSSEN (G) & HILHORST (T), (dir), 2014, *Accroître les ressources financières des communes. Pratiques émergentes en Afrique de l'Ouest et du Centre*, SNV, Institut Royal des Tropiques, Pays-Bas, 286p ;

BLANCO (J.L.), 2001, *Les non-dits de la bonne gouvernance. Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*, Collection Coopération internationale, Karthala, 318p ;

DE TOCQUEVILLE (Alexis), 1968, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard (coll. Idées). 368p ;

DE SARDAN (J.P.O.), 1996, *ONG et développement, Société, économie, politique*, Karthala. 272p ;

FOURCHARD (Laurent), (dir), 2007, *Gouverner les villes d'Afrique : Etat, gouvernement local et acteurs privés*, Paris, Karthala, 180p ;

GAPYISI (E.), 1989, *Le défi urbain en Afrique*, Harmattan, Paris. 128p ;

GAUDIN (J.P.), 1999, *Gouverner par contrat. L'action publique en question*, Presse de Science Po, Paris. 233p ;

GAUDIN (Jean Pierre), 2013, *La démocratie participative*, 2^eéd, Armand Colin. 119p.

GIDDENS (A.), 1987, *La Constitution de la société*. Paris, Presses Universitaires de France. 474p ;

GUGLIELMI (G.J.) & MARTIN (J.), 2013, *La Démocratie de proximité : bilan et perspectives de la loi du 27 Février 2002, dix ans après*, édition Berger-Levrault, 233p ;

KEITA (M.) & DAKOUO (A.), 2013, *Gouvernance participative et pratiques démocratiques au Mali*, L'Harmattan, 176p ;

KUATE (Jean Pierre), intitulé, 2013, *Collectivités territoriales décentralisées au Cameroun*, Tome 6, Douala, Macasco, 367p ;

LECLERC-OLIVE (M.), 2002, *Ethique et coopération internationale*, in Les sociologies critiques du capitalisme Paris. 236p ;

LE GALES (Patrick), 2003, *Le retour des villes européennes, sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris Presse de Science Po, 259p ;

NWELL TITI (Pierre), 2009, *La lutte contre la corruption au Cameroun de 1999 à 2008*, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé Cameroun, 92p ;

NWEL TITI (Pierre), Juin 1999, *De la corruption au Cameroun*, Friedrich-Ebert-Stiftung Cameroon, 260p ;

PASQUIER (R.), SIMOULIN (V.), WEISBEIN (J.), 2013, *Gouvernance territoriale. Discours, Pratiques, Théories*, LGDJ, Montchrestien, 235p ;

PINSON (G.), 2009, *Gouverner les villes par projets*, Presse de Science Po, Paris, 418p ;

QUANTIN, (P.), éd., 2005, *Gouverner les sociétés africaines. Acteurs et institutions*, Paris, Karthala, 337p ;

ROCHEGUDE (A.), 2000, *Décentralisation, acteurs locaux et foncier ; mise en perspective juridique des textes sur la décentralisation et le foncier en Afrique de l'ouest et de Centre*, PDM/Coopération française, Tome 1, synthèse, 107p ;

ROSE, (R.) & DAVIES, (P.), 1994, *Inheritance and Public Policy, Change without choice in Britain*, New Haven, Yale University Press, 290p;

ROSENAU (J.N.) and CZEMPRIEL (Ernst-Otto), (éds.), 1992, *Governance without government: order and change in world politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 324p;

SFEZ (L), 1976, *Critique de la décision*, Armand Colin, 2e édition presse de la F.N.S.P. 251p.